Solidaires Finances Publiques 38
SYNDICAT NATIONAL

Grenoble, le 2 novembre 2020

Lettre ouverte au Directeur départemental des Finances Publiques de l'Isère

Par cette lettre ouverte, nous tenons d'abord à laisser une trace un peu solennelle dans ce paysage plus que troublé que nous traversons. Nous voulons également montrer aux personnels de la DDFiP de l'Isère la manière dont l'administration les considère et considère la situation. Une sorte de liminaire que nous ne vous lirons pas lors des CTL prévus demain auxquels nous ne participerons pas.

Nous voulons en quelques mots vous faire sentir le niveau de notre exaspération et de notre colère contre ceux, de haut en bas du spectre politique et administratif, qui meurtrissent et détruisent le service public sans le moindre regard sur l'état de notre pays, sur la situation de sa population et particulièrement sur la plus faible d'entre elle. Nous sommes en colère face à l'idéologie, encore une, qui sans le moindre scrupule poursuit son œuvre pour mettre à genoux la DGFiP et ses agents.
Et vous êtes, avec le reste de la hiérarchie locale ou une partie d'entre elle, l'incarnation de cette idéologie dans notre direction.

Alors aujourd'hui, nous poussons un coup de gueule libérateur dans cette période que nous vivons, délétère à bien des égards. Et par pitié, ne nous faites pas le coup du paternalisme patronal ! Personne ne veut l'entendre parce que ce n'est rien d'autre qu'une démagogie qui nous est de plus en plus insupportable.

D'abord parlons de communication. Par médias complaisants interposés, les pouvoirs publics nous font savoir que la situation sanitaire du moment est pire que celle que nous avons dû affronter au printemps. Pourtant, les mesures annoncées de confinement, outre qu'elles sont hallucinantes, sont en-deçà de celles qui avaient été préconisées et mises en oeuvre après le 17 mars dernier. Comprenne qui pourra !
Honte sur la direction générale et la direction locale, infoutues comme si souvent de s'adresser aux agents la veille pour leur expliquer ce qui allait se passer. Et ce n'est pas le message du Directeur Général qui compensera cette incompétence mâtinée d'un sérieux brin de mépris.
Quant à la lettre que vous avez adressée aux agents, vantant fiérement votre plan de destruction de la DGFiP dans l'Isère, elle démontre une certaine inconséquence au regard de la situation sanitaire qui devrait être, pour ne pas dire votre unique préoccupation, votre principale préoccupation.

Et pour le coup, les agents des Finances publiques en Isère et ailleurs sont sommés de rester en première ligne au soutien de l'économie alors que, par ailleurs, un maximum d'entre eux devra être en télétravail 5 jours sur 5.
Là aussi, nous en avons soupé des messages d'encouragement et de soutien, puis de remerciements et de félicitations qui ne coûtent rien à écrire sur un coin de bureau quand on ignore par ailleurs l'engagement qui est loué et que l'on s'assied sur les attentes légitimes de ceux à qui l'on s'adresse.

Parlons ensuite du mépris dans lequel sont tenues les organisations syndicales et dans lequel vous vous complaisez dans le sillage zélé du Directeur Général qui prend la liberté d'inviter à ses côtés un syndicat de patrons de la DGFiP qui n'a aucune représentativité nationale ou locale.
Pour la DDFIP 38, vous convoquez, le même jour deux CTL, rien que ça. Dans un format, outre qu'il s'écarte des préconisations même de la DGAFP en matière de dialogue social distancié, qui

ne permet aucunement l'expression pleine et entière des élus du personnel. Ce format ne le permet encore moins au regard du nombre de points **(18 !)** inscrits à l'ordre du jour et de leur importance. En réalité, vous avez choisi de vous débarasser de l'obligation qui vous est faite de réunir un comité technique local pour recueillir l'avis des organisations syndicales. Vous pourrez mettre une petite croix sur vos états statistiques au registre dialogue social. Et vous pourrez ainsi vous enorgueillir d'avoir fait œuvre de concertation. Le caractère factice et méprisant de votre démarche est patent. Vous vous délectez par ailleurs des nouvelles règles de gestion qui vous permettent de nous mettre sur la touche dans l'espoir de nous affaiblir. Et bien sachez que vous nous renforcez au contraire et que nous ne nous effacerons pas !

Venons-en au NRP :

Pour Solidaires Finances Publiques 38, **l'urgence absolue est bien sûr à la protection des agents dans le cadre d'une continuité augmentée de l'activité des services. C'est d'ailleurs pour cette raison que nous avons tenu à participer à l'audioconférence du CHS-CT de ce jour. Par ailleurs, nous demandons la convocation officielle d'un CHS-CT sur la situation sanitaire tant les incohérences et les errements sont nombreux dans le département.**
Dans ce contexte, la priorité n'est pas à la mise en oeuvre de vos réformes et au lancement d'opérations de restructurations qu'une très large partie des personnels rejette toujours.
Quelle était l'urgence de tenir un CTL sur le NRP en Isère alors que la plupart des effets pour les agents de votre restructuration n'interviendont qu'au premier septembre 2021 ? En quoi par exemple la mise en place des conseillers aux décideurs locaux (CDL) et des SGC est-elle si vitale au premier janvier 2021 ?
Sauf à considérer que vous voudriez honteusement profiter du contexte sanitaire actuel pour avancer à marche forcée, ce qui serait alors envoyer aux personnels et à leurs représentants un très mauvais signal, proche du mépris.

Le contexte est suffisamment anxiogène pour les agents. Leurs charges de travail, les sujétions et les retards accumulés du fait de la crise sanitaire, ainsi que le manque de personnels dans les services sont suffisamment lourds pour ne pas en rajouter. Leur imposer les réformes, restructurations, regroupements de services, déménagements dans la période est à minima contre-productif, voire scandaleux.

Il ne tient qu'à vous de montrer que le bon sens et le souci des personnels l'emportent, ce qui implique de fait une suspension immédiate des réformes en cours pour se concentrer sur les priorités gouvernementales actuelles de sécurité sanitaire.

Maintenir les opérations NRP serait une faute grave pour le service public, ses usagers et ses agents.

Au lieu de parler de faute grave, nous pourrions dire que c'est :

•Irrationnel, mais nous ferions erreur parce que vous êtes dans une rationalité idéologique;
•Inconscient, mais nous ferions erreur parce que vous avez parfaitement conscience de ce que vous faites quand vous ne le revendiquez pas ;
•Inconséquent, mais nous ferions erreur parce que c'est conforme à votre logique et pas du tout en contradiction avec vous-mêmes;
•Irresponsable, mais nous ferions erreur parce que vos actions sont faites en conscience et en responsabilité de vos actes, fussent-ils... irresponsables.

Voilà Monsieur le Directeur ce que nous ne pouvions pas nous empêcher de vous dire en quelques mots, à l'aube de cette nouvelle période sombre des relations humaines au sens large et sociales au sens particulier.

La section de Solidaires Finances Publiques 38